

3.4 Risques et enseignements tirés

| Catégorie | Risques | Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible) | Impact (Haut/ Moyen/ Faible) | Mesures d'atténuation |
|--------------------|---|---|---------------------------------------|---|
| Sécuritaire | Risque 1 - la situation sécuritaire se dégrade, des blocages de communications et de transports réduisent l'accessibilité des zones d'intervention | Haute | Moyen | <p>L'action a été formulée selon une approche flexible et modulaire pour pouvoir être réorientée si nécessaire, en termes géographiques et thématiques.</p> <p>L'agence de mise en œuvre suivra l'évolution des contraintes pour pouvoir réagir à temps et identifier d'autres options d'accès.</p> |
| Politique | Risque 2 - Les crises politique et institutionnelle ne sont pas contenues et peuvent engendrer une difficulté de fonctionnement des services de l'Etat, impactant notamment les communautés vulnérables | Haute | Haut | <p>L'appui continu à l'Etat haïtien à travers la boîte à outils de l'UE (e.g. dialogue politique, Assistance technique et appui budétaire aux réformes) en coordination avec les autres partenaires au développement permettent une continuation des services de l'Etat aux populations.</p> <p>Au niveau de la Grande Anse, l'action réalisera un appui structurant aux services de l'agriculture et de l'éducation afin de minimiser l'impact des crises.</p> |
| Désastres naturels | Risque 3 - les zones d'intervention sont affectées par de nouvelles crises naturelles ou des maladies des variétés cultivées | Moyenne | Haut | <p>L'action elle-même vise à améliorer la résilience du système agricole dans la Grande Anse afin d'éviter des impacts climatiques récurrents auxquels est soumis ce département. Cela passera notamment par : la diversification des méthodes de culture (e.g. agroforesterie) et cultures et des variétés ; répartition des actions sur plusieurs saisons culturales ; respect du calendrier cultural.</p> <p>Les appuis de l'UE et des autres partenaires au développement à la Direction Générale de Protection Civile permettent à l'Etat de coordonner sa réponse en cas de désastres naturels et d'apporter des réponses appropriées et coordonnées.</p> |